

La Première ministre estonienne Kaja Kallas appelant l'Union européenne à rester ferme et unie face à Vladimir Poutine au Parlement de Strasbourg, le 9 mars.

GETTY IMAGES

Elle ne lèvera sans doute pas les soupçons de « collusion avec l'ennemi » que nourrissent beaucoup d'Ukrainiens et d'Européens de l'est. Reste à savoir si, une fois déchargé de sa mission de président du Conseil de l'UE, Emmanuel Macron disposera toujours du crédit pour poursuivre des négociations. A partir du 1<sup>er</sup> juillet, c'est le Premier ministre de la République tchèque qui lui succédera, sans doute avec d'autres intentions. Avec ses homologues polonais et slovène, Petr Fiala a été parmi les premiers chefs d'Etat ou de gouvernement à faire le voyage de Kiev après le déclenchement de la guerre. Il avait ainsi voulu exprimer « le soutien sans équivoque de l'Union européenne à l'Ukraine, à sa liberté et à son indépendance ». C'était le 15 mars, une éternité. **V**

## « Le calcul de Macron est à contre-courant des intentions de Poutine »

La volonté du président français de ne pas humilier son homologue russe est incomprise en Europe de l'Est, témoigne le sociologue Georges Mink, professeur au Collège d'Europe, à Natolin-Varsovie. L'attrait pour les Etats-Unis risque de n'en être que plus grand.

Entretien : Gérald Papy

**Q**uel jugement portent les dirigeants et les populations d'Europe centrale et orientale sur les positions, parfois très prudentes, des pays d'Europe de l'Ouest à l'égard de Vladimir Poutine depuis le déclenchement de « l'opération militaire spéciale » en Ukraine ? Eléments de réponse avec Georges Mink, directeur de recherche émérite au CNRS en France, et titulaire de la chaire de civilisation européenne au Collège d'Europe, à Natolin, en Pologne.



Georges Mink, titulaire de la Chaire de civilisation européenne au Collège d'Europe, à Natolin-Varsovie.

**Dans les pays d'Europe centrale et orientale, le raisonnement qui domine est-il d'infliger une leçon à Vladimir Poutine en Ukraine pour le dissuader de répéter ce genre d'agressions ?**

Je formulerais le constat de façon différente. Le premier objectif pour les pays frontaliers de l'Ukraine, et de l'ancienne Union soviétique, est que l'Ukraine gagne, parce que, pour le dire cyniquement, elle est un Etat-tampon entre l'éternel ennemi géopolitique, la Russie, et ces

derniers. Leur vision à long terme est de réussir, grâce à l'héroïsme des Ukrainiens et à l'aide qui leur est fournie par les démocraties occidentales, à faire en sorte que la Russie soit réduite à un Etat inoffensif.

**La recommandation du président Macron de ne pas humilier Vladimir Poutine heurte donc les dirigeants et les populations de ces pays ?**

Cette phrase est incomprise et, d'ailleurs, incompréhensible. Elle donne l'impression que le président français est devant une carte, déplace des pions, considère que la Russie sera toujours là, que quand la guerre se terminera, il faudra bien négocier, et qu'elle ne s'y soumettra que si on ne la réduit pas à un Etat inoffensif. Ce calcul est complètement à contre-courant des intentions de Vladimir Poutine. La négociation est, pour lui, secondaire. La guerre est son seul moyen de pratiquer la diplomatie. Il n'acceptera de discuter que quand il aura atteint ses buts. C'est absolument inacceptable. Il viole le droit international établi au moins depuis 1945. Il se joue de toutes les institutions internationales. Et – c'est le plus grave –, il détruit complètement un Etat et le vassalise de façon à ce qu'il ne puisse plus jamais en être un. C'est la logique de la ...

... terre brûlée. Avec, pour Poutine, la perspective de ne pas s'arrêter à l'Ukraine et de reconquérir l'espace que la Russie s'accorde arbitrairement par sa version négationniste de l'histoire. Personne ne doit être naïf. On a désormais la preuve qu'il ne sert à rien de négocier avec Vladimir Poutine. Je ne m'explique pas comment Emmanuel Macron, ce grand Européen, ne comprend pas cela. D'autant que l'objectif du président russe est aussi de casser l'Union européenne, de produire des divergences telles en son sein qu'elle deviendrait un mécanisme inopérant, apolitique et soumis.

**Le souvenir des occupations russe et soviétique est-il encore fort prégnant dans les sociétés d'Europe centrale et orientale ?**  
Il est très présent. C'est un passé

extrêmement douloureux fait de soumission, de perte d'indépendance, de déracinement des identités nationales, de crimes, des camps de concentration, sur une longue durée qui se décompose entre la domination de la Russie impériale et celle de l'Union soviétique, le communisme impérial. Le souvenir est d'autant plus aigu qu'aucun aspect de ce passé douloureux n'a été institutionnellement réglé. Il n'y a pas eu d'ajustement mémoriel. La faute en incombe, en partie, aux Occidentaux qui ont été myopes et qui ont mis en exergue le souvenir de l'Holocauste, les crimes du nazisme, en négligeant ceux du soviétisme. Il est évident que la situation actuelle serait meilleure si on avait apuré ce passé, si on avait poursuivi les responsables des crimes, et s'il y avait eu une sorte de

procès de Nuremberg du système soviétique.

**« Les pays d'Europe centrale et orientale ont la mémoire de la trahison de l'ouest et de ses conséquences. »**

**Les dissensions entre Europe de l'Ouest et Europe centrale et orientale sur la guerre en Ukraine favorisent-elles, a contrario, la popularité des Etats-Unis et du Royaume-Uni ?**

Oui. Les faiblesses des pays européens de l'ouest, parfois leur complaisance ou leur naïveté face à la Russie, renforcent le sentiment d'insécurité et la nécessité de se tourner vers un allié sûr, les Etats-Unis. Lorsqu'Emmanuel Macron ou Olaf Scholz conseillent de temporiser, c'est aussitôt assimilé en Pologne à un retour de « l'esprit de Munich ». Ces pays ont la mémoire de la trahison de l'Europe de l'Ouest et de ses conséquences, le fait qu'ils sont toujours les victimes



**L'accueil des réfugiés ukrainiens en Pologne a mis en évidence une mobilisation générale de la société civile qui fascine, selon Georges Mink.**

d'arrangements concoctés par d'autres. A cette aune, l'Otan et les Etats-Unis offrent incontestablement une garantie de sécurité. Le comportement des Américains accrédite cette conviction puisqu'ils sont à la pointe du soutien à l'Ukraine et aux pays d'Europe centrale et orientale.

**Le 10 juin, les dirigeants de neuf pays d'Europe centrale et orientale se sont réunis en Roumanie pour harmoniser leur position en vue du sommet de l'Otan, fin juin. Cette alliance se fera-t-elle de plus en plus souvent entendre au sein de l'Otan et de l'UE ?**

Je serais prudent sur la solidité de ces blocs. On l'a vu avec le groupe de Visegrád (NDLR : organisation intergouvernementale fondée en 1991 par la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, puis, à la dislocation de celle-ci, par la République tchèque et la Slovaquie). Il n'a pas apporté une solution constante, stable et durable. Il est aussi travaillé par des contradictions internes ; les positions de ses membres, en particulier la Hongrie, sur la guerre en Ukraine le démontrent. Mais il est vrai que l'histoire commune à ces pays peut contribuer à rapprocher leurs points de vue. Un exemple : le débat au sein de l'Union européenne, provoqué d'ailleurs par Emmanuel Macron, sur l'opportunité d'une plus grande communautarisation et d'un approfondissement des institutions européennes qui se traduirait par un transfert d'une part de la souveraineté nationale vers une souveraineté supranationale. En raison de leur histoire, les pays d'Europe centrale et orientale sont enclins à s'opposer à cette orientation. Certains veulent même réformer l'Union européenne dans le sens inverse, en réduisant la mutualisation des politiques et le poids de la



GETTY IMAGES

bureaucratie européenne qui, selon eux, est précisément le produit de ce souverainisme supranational, une sorte d'antidémocratie dirigée contre la souveraineté nationale.

**La guerre en Ukraine et la réaction des pays d'Europe centrale et orientale n'encouragent-elles pas, au contraire, à une meilleure compréhension par les Européens de l'ouest des attentes de ces populations ?**

Il est vrai que les opinions publiques occidentales saluent l'effort de solidarité exprimé à l'égard du peuple ukrainien par les pays limitrophes, notamment la Pologne. Elle a accueilli autour de trois millions de réfugiés, dont beaucoup resteront un certain temps dans le pays. Cet accueil met en évidence une mobilisation générale de la société civile polonaise qui fascine. Un phénomène de ricochet peut se produire auprès des élites politiques occidentales, qui doivent tenir compte du sentiment de leurs électeurs. Mais plus les pays d'Europe centrale et orientale se montreront solidaires, plus certains Etats d'Europe de l'Ouest, qui hésitent en raison d'un penchant russophile, se sentiront redevables des premiers. Sur le mode : nous les avons trahis pendant la Seconde Guerre mondiale ; nous les avons abandonnés

**Pour Georges Minck, Vladimir Poutine veut vassaliser l'Ukraine de façon à ce qu'elle ne puisse plus jamais être un Etat.**

derrière le Rideau de fer, maintenant, ils nous démontrent qu'ils sont plus proches de nos valeurs que nous-mêmes... Et donc, il faut faire quelque chose. Il n'en reste pas moins que la défense du souverainisme national peut aussi avoir des conséquences néfastes. Pour les pays d'Europe de l'Ouest qui sont attachés aux principes de Montesquieu et à la séparation des pouvoirs, les bricolages avec l'Etat de droit pratiqués par certains gouvernements d'Europe centrale et orientale en vertu du souverainisme national n'est pas acceptable. Cette division est occultée en ce moment par le conflit en Ukraine. Mais elle est susceptible de resurgir à tout moment.

**Un compromis n'est-il tout de même pas envisageable ? Les discussions se poursuivent entre la Commission européenne et Varsovie sur la question du respect de l'indépendance de la justice...**

L'Union européenne fonctionne par compromis élaborés de façon florentine. Mais les valeurs sur lesquelles l'Union européenne est bâtie sont des valeurs absolues. Si les pays qui les violent camouflent leurs actions sous de pseudo-concessions, cela apparaîtra tôt ou tard et cela continuera à nuire à l'unité de l'Union européenne. **V**